

ALIMENTATION EN EAU POTABLE À SIKKDA

Lancement des travaux à Tamalous, Aïn-Kechera, Beni-Ouelbane et OumToub

Le projet de réalisation de l'alimentation en eau potable du couloir Tamalous-Aïn Kechera-Béni Ouelbane-OumToub à partir du barrage de Guenitra a été officiellement lancé mardi dernier, en présence du wali, Tahar Melizi.

L'objectif de ce projet est double. Le premier est d'assurer l'alimentation en eau potable d'une population de plus de 130 000 âmes au niveau de 48 centres relevant des quatre communes concernées. Le délai de réalisation est de 18 mois. Le projet comprend, selon les termes de l'étude, une station de traitement d'une capacité de 34 560 m³ par jour, un réseau d'adduction de 155 km, 16 stations de pompage et 41 réservoirs d'une capacité totale de 28 000 m³.

L'investissement total est de l'ordre de 500 milliards de centimes. Le deuxième est de mettre fin au paradoxe ayant longtemps prévalu : des populations entières vivant tout près d'un barrage,

celui de Guenitra, n'ont pu bénéficier convenablement des avantages de l'approvisionnement en eau potable.

Il y a lieu de rappeler qu'un projet similaire a été nouvellement réalisé au niveau de la région est de la wilaya. Il a permis d'assurer l'alimentation en eau potable des 5 centres dépendant de la daïra d'Azzaba à partir du barrage de Zit Emba (Bekkouche-Lakhdar).

D'autres projets sont en cours de réalisation à l'instar du raccordement en aval de la station de dessalement d'eau de mer ainsi que le projet d'alimentation en eau de la ville de Collo et des 11 centres environnants à partir du barrage de Béni-Zid. Selon des sources



Photo : DR

concordantes, dans un des camps de la station balnéaire de Larbi-Ben M'hidi, il a déjà été effectué

les premiers raccordements en vue d'être approvisionné en eau dessalée.

Zaïd Zoheïr

GUELMA

La ville croule sous les ordures ménagères

Sitôt l'élection présidentielle terminée, les boulevards, avenues et rues de la ville de Guelma croulent sous des tonnes d'ordures.

Des ordures abandonnées par des habitants peu soucieux de la propreté de leurs quartiers et cités, faisant fi ainsi du minimum d'organisation sociale que dicte la vie en communauté. S'ajoute à cela l'entière responsabilité des services d'hygiène de l'APC de Guelma-ville qui, en pareille circonstance de vote, ne prennent aucunement des mesures pour renforcer le dispositif de collecte des ordures, afin de faire face à l'excédent de déchets ménagers occasionné pendant la période de la campagne électorale présidentielle ! Ornières, nids-de-poule, dépotoirs anarchiques,

saleté des immeubles, trottoirs et bordures dégradés forment l'image quotidienne de la commune de Guelma-ville, et ce, depuis le mois de mars. Au mépris de toutes les règles de voisinage et de bienséance, de nombreux habitants n'hésitent pas à déverser du haut de leur balcon (bâtiment du 7^e), en plein centre-ville de Guelma, en face du siège de l'APW, ordures ménagères, déchets et eaux usées. Les appels de sensibilisation lancés par les pouvoirs publics ne trouvent pas d'écho sur la nécessité pour les locataires de maintenir la propreté autour de leurs habitations.

Cette situation «catastrophique» est aggravée par les colporteurs et marchands ambulants de fruits et légumes ou de poisson. Impunité aidant, ces commerçants abandonnent leurs déchets nauséabonds à même la

voie publique. Elle est également aggravée par les agents de la voirie véhiculés qui évitent de procéder à l'enlèvement des ordures ménagères dans certains quartiers et cités. D'autres refusent de voir, pour ne pas avoir à les ramasser, les centaines de sacs d'ordures qui tombent de leurs camions de voirie surchargés.

En ce qui concerne la campagne de démoustication, l'arrivage tardif des insecticides est toujours la cause du retard enregistré dans son lancement. Un autre phénomène, surtout au centre-ville de Guelma, c'est l'absence d'urinoirs publics ou de toilettes dans les établissements de consommation, qui impose aux gérants des commerces de faire leurs besoins dans des bouteilles qu'ils jettent ensuite au seuil de leur porte !

A. Boudefra

BLIDA

2 000 stagiaires de l'INFPG en grève

Pas moins de 2 000 stagiaires de l'Institut national de formation professionnelle de gestion (INFPG) de Blida sont entrés en grève depuis hier pour manifester leur grogne à cause de la non-perception de leur bourse depuis 2006.

Toutes les demandes engagées par les stagiaires pour ouvrir droit à ce pécule se sont avérées vaines ce qui les a amenés à débrayer.

Et ils ne sont pas prêts à s'arrêter, disent-ils, car ils n'arrivent plus à faire face aux dépenses estudiantines. «Il faut savoir que si nous en

sommes arrivés à la grève, c'est que nous avons eu recours à toutes les étapes de négociations avec l'administration dans l'objectif de nous voir régulariser, surtout qu'un nombre important de stagiaires sont sur le point de terminer leur cursus», nous diront des

grévistes. En voulant nous rapprocher de la directrice de l'institut, il nous a été répondu que cette dernière s'était déplacée à la direction de tutelle en vue de connaître les raisons de ce retard de paiement des bourses.

M. B.

EL-EULMA

Le nouveau marché à bestiaux en question

L'APC d'El-Eulma vient de lancer les travaux du futur marché à bestiaux avec les travaux d'assainissement et de branchement d'eau potable. Il sera doté de multiples dépendances comme des toilettes publiques, une cafétéria, un restaurant, des parkings et garages. Situé sur la RN5, entouré d'une zone résidentielle et du complexe olympique Messaoud-Zeghar, ce marché, un choix que ne partage pas la majorité des citoyens de la ville, qui lors de sa mise en fonction dégagera des odeurs insoutenables polluant tout l'environnement et portant atteinte à la propreté de la ville, serait dans un avenir très proche délocalisé une fois de plus.

Il y a quelques années, ce projet était prévu juste à côté de l'abattoir mais les terrains appartenant à des EAC ont incité les élus locaux à recourir à cette parcelle enclavée pour abriter le nouveau marché d'où le mécontentement des citoyens. Il est vrai que son adjudication est la principale ressource de la commune, loué pour plus de 12 milliards de centimes en plus des rentrées de l'abattoir de l'ordre de 1 à 2 milliards. Il est vrai aussi que la santé des citoyens et la renommée de la ville doivent prévaloir avant tout et les autorités locales seraient mieux inspirées à chercher un autre espace plus à même de recevoir un projet de cette envergure.

Mostefa Djafar

SOUK-AHRAS

9 kg de kif saisis à Sedrata

Au cours de plusieurs opérations menées par la Gendarmerie nationale à Souk-Ahras, deux dealers ont été arrêtés en possession de 9 kg de kif traité. A cet effet, cette opération s'est déroulée en deux phases : la première a permis la découverte et la saisie de 3 kg de kif, dissimulés dans une Clio, dans une mechta de la commune de Bir Bouhouch, ce qui a permis l'arrestation d'un dealer âgé de 40 ans. Après interrogatoire et suite aux investigations des éléments de la Gendarmerie nationale de la daïra de Sedrata, l'inculpé a fini par «vider son sac» et dénoncer son acolyte établi dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi.

La seconde a conduit à la saisie de 6 kg de kif à bord d'un véhicule de marque Renault Mégane et l'interpellation du second trafiquant âgé de 51 ans, à quelques encablures du centre universitaire d'Oum-El-Bouaghi. Présentés devant le parquet, ils ont été mis sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Sedrata.

Barour Yacine

TÉBESSA

Arrestation

de deux Maliens pour immigration clandestine et faux et usage de faux

Mercredi dernier, le parquet de Tébessa a ordonné la mise en détention provisoire de deux Africains, originaires de Bamako (Mali), et d'un Algérien, résidant à Bir Mokadem, à 35 km au sud-ouest du chef-lieu.

Les deux Maliens ont été interpellés par la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale qui ont trouvé en leur possession de faux billets en devises. Leur complice, arrêté après dénonciation, est un Algérien qui entretenait des relations avec eux depuis un bon moment. Les chefs d'accusation retenus par le parquet sont immigration clandestine, faux et usage de faux. A noter que depuis le début de l'année, six Africains ont été arrêtés et écroués (Bénin, Mali et Burkina Faso) pour les mêmes chefs d'accusation.

Saâdallah Djamel